

Les dirigeants optimistes pour l'exercice en cours

Le manque de main-d'œuvre qualifiée pourrait toutefois constituer un frein à la croissance.

Les dirigeants des grandes entreprises suisses sont les plus optimistes quant aux perspectives de leur entreprise au cours des douze prochains mois, selon une étude annuelle de PricewaterhouseCoopers (PwC). Mais pour eux, le manque de main d'œuvre qualifiée pourrait constituer un frein à la croissance. Au niveau mondial, 39% des 1344 patrons interrogés dans 68 pays ont indiqué être «très confiants» quant à l'évolution de leurs affaires cette année. En Suisse, ils sont 42% à s'être dits «très confiants», et 53% «confiants» s'agissant des perspectives à court terme, a indiqué PwC mardi lors de la présentation de l'étude en prélude au Forum économique mondial de Davos.

Cette différence est due au fait que les dirigeants suisses «voient des opportunités de croissance dans le lancement de nouveaux produits et prestations, ainsi que dans la croissance organique sur les marchés existants», a indiqué Urs Honegger, directeur général de PwC. Mais parmi eux, 60% craignent le manque de main d'œuvre qualifiée et 58% redoutent l'apparition de nouveaux concurrents, selon l'étude.

Des employés bien formés, un marché du travail libéral et le système de formation dual des apprentissages – en entreprise et dans une école professionnelle – «sont les fondements d'un pôle d'acti-

vité et d'innovation suisse solide», selon M. Honegger. «Nous devons veiller à préserver ces conditions-cadres», a-t-il souligné.

Autres freins, la surréglementation (77%) et les incertitudes en matière de croissance économique (74%). Les déficits fiscaux et les dettes publiques, ainsi que le manque de stabilité sur les marchés des capitaux constituent également d'importantes entraves pour 65% des sondés.

Au niveau mondial, la crainte des faillites d'Etats arrive en deuxième place des préoccupations des patrons (71%). Selon les patrons, l'Allemagne, la Chine et les Etats-Unis recèlent les meilleures opportunités de croissance. Pour se préparer à l'avenir, les patrons suisses investissent dans la gestion des risques (65%), mais surtout dans les technologies (72%). Selon 88% d'entre eux, le progrès technique sera l'une des principales tendances à influencer leurs entreprises ces cinq prochaines années.

Autres facteurs importants, les changements démographiques (70%), l'évolution de la capacité économique mondiale (53%), ainsi que la pénurie de ressources et le changement climatique (47%). Au niveau mondial, les relations à la clientèle et les stratégies de fidélisation sont favorisées. Les dirigeants d'entreprises suisses se disent dans l'ensemble satisfaits du travail du Conseil fédéral. Selon eux, le gouvernement doit se concentrer sur la garantie d'une place financière stable (74%), d'une main d'œuvre bien formée, ainsi que d'un système fiscal compétitif et efficace (63%). – (ats)

Amélioration financière des caisses de pension

La situation financière des caisses de pension suisses a continué à s'améliorer au quatrième trimestre, comme durant tout l'exercice écoulé. L'évolution favorable du marché a soutenu cette tendance. Chez les caisses de droit privé évaluées dans son «Baromètre des caisses de pension», l'institut des banques cantonales Swisssanto a calculé que le taux de couverture estimé pondéré en fonction de la fortune avait augmenté de 3,2 points de pourcentage sur l'année, à 110,8%. Ce taux correspond ainsi pratiquement au niveau observé juste avant la crise financière. Plus de 95% de ces caisses ont bouclé l'année en situation de surcouverture (plus de 100%). La situation est similaire pour les caisses de droit public avec capita-

lisation totale, où le taux de couverture pondéré en fonction de la fortune a augmenté de 2,7 points de pourcentage à 102,7%. Un tiers d'entre elles (37%) reste encore en situation de sous-couverture.

Globalement, en 2013, ces deux structures juridiques ont pu étoffer leurs réserves de fluctuation de manière réjouissante, ce qui leur permet en quelque sorte d'amortir les évolutions de marché défavorables.

La situation est moins rose pour les caisses publiques avec garantie d'Etat, pour lesquelles une capitalisation partielle de 80% est autorisée. Elles ont toutefois aussi réussi à augmenter leur taux de couverture pondéré en fonction de la fortune de 2,7 points et il atteint désormais 76,4%. ■

Publica a réalisé seulement 3,5%

La Caisse fédérale de pensions Publica a réalisé au cours de l'exercice 2013 une performance de 3,5%, contre 7,9% en 2012, sur un capital investi de quelque 35,8 milliards de francs. En fin d'année, le degré de couverture moyen de l'ensemble des caisses de prévoyance de Publica s'élevait, selon les estimations, à 104%, a-t-elle indiqué. Le résultat de cette année, qui place Publica en dessous des indices Picet LPP, s'explique d'abord par le fait qu'au sein de la catégorie de placement «Actions», Publica détient non seulement des actions suisses et des actions de pays industrialisés, mais aussi quelque 10% de sa fortune globale en actions de pays émergents. En 2013, les actions suisses ont généré un rendement de 24% alors que celui des actions des pays émergents, converti en francs suisses, se situait à -5%. ■

Le bon profil du directeur de la Finma établi par l'ASB

Le directeur de la communication Thomas Sutter s'engage dans le débat en établissant une liste de six critères.

CHRISTIAN AFFOLTER

Les prises de position officielles de l'Association suisse des banquiers (ASB) sur les dossiers les plus discutés au sein des places financières genevoise et zurichoise particulièrement mouvementées se sont faites paradoxalement rares au fil des dernières années. Elles devraient pourtant faire partie d'un dialogue constructif entre tous leurs acteurs pour trouver la réponse la plus adaptée. Cette fois, le directeur de la communication de l'ASB Thomas Sutter n'a pas choisi la voie d'un communiqué officiel non plus pour établir le profil du successeur du directeur de la Finma Patrick Raaflaub. Mais le blog de Swissbanking. Une plateforme qui semble fonctionner comme une sorte d'exutoire face aux divergences au sein de l'association apparemment trop fortes pour publier des prises de position en son nom. L'article de Thomas

Sutter, publié seulement en allemand, permet néanmoins aux membres de l'ASB de se positionner. Il va un peu plus loin que de simplement contre-argumenter face à tous ceux estimant que la citoyenneté suisse est une condition indispensable pour revêtir la fonction de directeur de la Finma de manière permanente. Autrement dit, il ne se limite pas à soutenir implicitement la nomination définitive du britannique Mark Branson, qui assurera l'intérim à partir du mois prochain. Le profil idéal décrit par Thomas Sutter exige du directeur de la Finma la capacité de faire un grand écart. D'une part, il est convaincu que «les banques ont besoin d'une autorité de régulation forte, car elle est le seul moyen pour garantir leur réputation à l'étranger. Seule une autorité forte y sera respectée et peut se voir attribuer par Bruxelles l'important label de qualité de l'équivalence.» Cela ne doit pas

être incompatible avec une mission qui n'a jamais été celle de la Finma à l'ère Raaflaub. «Nous avons simplement besoin d'un régulateur qui ne se gêne pas de promouvoir à l'étranger les avantages de notre place financière de manière ciblée. Dans d'autres circonstances, la Finma surveille de près ce que font d'autres régulateurs. Mais dans ce domaine, il serait vraiment souhaitable qu'elle s'en inspire!»

D'une manière guère surprenante pour un représentant du milieu bancaire, des compétences pratiques dans ce domaine lui paraissent indispensables. «Nous ne voulons pas de régulateur qui prend des décisions depuis son bureau sans avoir aucune idée de l'impact des exigences en capital propre sur les affaires de crédit, et donc sur l'approvisionnement en crédits de toute l'économie publique.» Cela vaut également pour l'appel à un certain sens de la mesure, contre une «régulation casco

complète» censée prémunir contre tous les risques, mais qui conduira à la catastrophe. «Il ne faut pas réguler tout ce qui peut être régulé», mais toujours se demander si les mesures sont applicables au marché.

Finalement, savoir comment fonctionnent les mécanismes du système politique suisse «est essentiel. Nous n'avons pas besoin d'un shérif, mais d'un partenaire de confiance capable et déterminé à construire un réseau.» Thomas Sutter suggère qu'au cours du processus de sélection du nouveau directeur, le conseil d'administration de la Finma fasse «une analyse propre et franche de l'ère Raaflaub», ce que lui-même semble déjà avoir fait avant d'établir ce profil. «Ce poste est trop important pour l'avenir de la place financière pour simplement retourner au train-train quotidien.» Ce qui explique aussi pourquoi Thomas Sutter est sorti de sa réserve. ■

Entre écarts mesurables et préjugés inconscients

CWF. Les multinationales mènent des politiques de réduction des écarts entre hommes et femmes.

NICOLETTE DE JONCAIRE

Lundi soir le Career Women Forum (CWF) tenait le 5^e forum WAVE sur la valeur ajoutée des femmes dans l'économie avec pour thème «combler l'écart entre les genres, présent et avenir». Après une brève introduction d'Hélène Gache, présidente du CWF, Martine Brunschwig Graf, présidente de la Commission fédérale contre le racisme et ancienne députée du canton de Genève au Conseil National, ouvrait la séance. Première femme au Conseil d'Etat de la ville de Genève où elle siège de 1993 à 2005, elle livrait un message fort sur son propre parcours - de l'indignation des débuts aux combats répétés - et sur l'avenir du fossé entre femmes et hommes en Suisse.

Aujourd'hui, l'égalité salariale est inscrite dans la loi et fait partie des responsabilités des entreprises, indépendamment de leur taille. Quant aux femmes, majoritaires en Suisse, elles ont le devoir d'utiliser leur droit de vote pour soutenir les projets qui leur tiennent à cœur, qu'elles que soient leurs convictions politiques. Interrogée sur le rôle de l'Etat, elle répondait qu'il se devait de montrer l'exemple. Ce qu'il fait au niveau des rémunérations mais moins à celui des responsabilités. Martine Brunschwig Graf est méfiante vis-à-vis des quotas, très discutés et disputés depuis un an, car elle estime



MARTINE BRUNSCHWIG GRAF. L'Etat se doit de montrer l'exemple.

qu'ils masquent les motifs pour lesquels une personne est élue ou choisie ce qui reste fondamental en politique.

Son intervention était suivie de celle de Raymond Palmén, directeur de l'approvisionnement et de la logistique pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie chez Dupont International - groupe dirigé par Ellen Kullman, présidente du conseil d'administration et CEO - et de celle de Fleur Bothwick, responsable de la Diversité et de l'Intégration chez Ernst & Young. Les deux multinationales mènent des politiques volontaristes de résolution des écarts entre hommes et femmes mais aussi entre groupes religieux et raciaux.

Des politiques qui visent autant à éliminer les écarts objectifs et mesurables à tous niveaux qu'à cibler ceux, plus subtils, qui trouvent leurs racines dans les préjugés inconscients. A noter, les sociétés de conseil ouvrent plus volontiers leurs échelons supérieurs aux femmes qui occupent un tiers des postes directoriaux que les grands cabinets d'avocats où cette proportion n'atteint qu'un dixième.

Le panel animé par Marion Aufseesser, psychologue spécialisée en sciences comportementales et

cognitives, réunissait Barbara Hintermann, directrice-adjointe des ressources humaines de la Croix Rouge, Sudeshna Datta Cockerill, responsable de la diversité au CERN et Anne Ray, Senior HR Business Partner au Credit Suisse qui se sont exprimées tour à tour sur la manière dont l'écart entre les genres était combattu dans leurs institutions respectives.

Le chemin à parcourir est encore long mais pour des raisons différentes propres à chaque cas. A la Croix Rouge, les postes de responsabilité dans l'intervention humanitaire restent largement alloués aux hommes en raison des risques affrontés dans les zones de conflit et de la nécessité d'avoir des responsabilités familiales réduites. Le CERN constate que peu de femmes choisissent encore le domaine de la recherche scientifique.

Sudeshna Datta Cockerill dont le programme d'action comprend un volet de formation des enseignants, expliquait que lorsque l'on demande à un professeur de dessiner un physicien (en anglais le mot n'a pas de genre), il (ou elle) dessine invariablement un homme. Ce qui en dit long sur la représentation mentale de certaines professions dans la psyché collective. Les écarts sont moins explicables dans la banque qui progresse mais avec lenteur malgré les efforts consentis.

Thierry Barriguet ponctuait la conférence d'excellents dessins humoristiques des intervenants pris sur le vif. Une manière élégante d'amener le sourire aux lèvres d'un public concentré sur un thème plutôt grave. ■

SAP: près de 800 millions de volume d'affaires

SAP Suisse a une nouvelle fois enregistré une croissance supérieure à celle de la branche l'an dernier. La filiale helvétique de l'éditeur allemand de logiciels a accru son chiffre d'affaires global de près de 9% à 795 millions de francs. Les ventes de logiciels et services associés ont également progressé d'environ 9% pour s'inscrire à 600 millions de francs. L'entreprise souligne avoir progressé près de trois fois plus vite que le marché.

FORMATION

UNIGE: lancement d'une série de cours en ligne

L'Université de Genève est l'une des premières institutions à se lancer dans l'aventure des MOOC. Ce sont des cours ouverts et gratuits, créés par de prestigieuses universités américaines. En collaboration avec l'Université de Leiden (Pays-Bas), l'Alma mater genevoise proposera un programme en anglais intitulé Challenges in global affairs. En plus des quizz et tests propres à chaque MOOC, une évaluation finale, par exemple sous forme de travail de rédaction, chapeautera l'ensemble des thématiques abordées. Ce programme regroupera trois MOOC. The changing global order (Leiden). Ce cours s'intéressera notamment aux défis liés au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. Configuring the world (Leiden). Ce cours traitera des concepts clés que sont la mondialisation, la gouvernance globale, les inégalités. IO Management (UNIGE). Ce cours est une introduction au monde des organisations internationales et des ONG. Ce partenariat entre deux universités membres de la LERU (League of European Research Universities), toutes deux situées dans des capitales de la gouvernance mondiale que sont Genève et La Haye, est une étape symbolique du développement des MOOC's.